

Zeitschrift: Revue internationale de théologie = Internationale theologische Zeitschrift = International theological review
Band: 9 (1901)
Heft: 34

Artikel: Döllinger und die Folgen der Gelehrtenversammlung (1863)
Autor: Friedrich, J.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-403502>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

DÖLLINGER

UND

DIE FOLGEN DER GELEHRTENVERSAMMLUNG

(1863).

Die heitere Stimmung, in welche Döllinger der Ausgang der Gelehrtenversammlung versetzt hatte, währte nicht lange. Schon am nächsten Tage meldete ihm *Haneberg*, der Nuntius sei aufs neue verstimmt, angeblich weil man seinen Uditoren keine Einladungskarten zur Versammlung geschickt; er proponiere daher Döllinger, um einem übelwollenden Bericht durch den Nuntius zuvorzukommen, ein Telegramm an den Papst zu senden. Döllinger ging, wie er Reusch sagte, ungern auf den Vorschlag ein (1864, Januar 22.); aber nachdem auch *Moufang*, den man um seine Meinung fragte, dem Vorschlage zugestimmt hatte, lief am 2. Oktober folgendes Telegramm an den Erzbischof Fürst *Hohenlohe* nach Rom ab: „Propst von Döllinger und Abt Haneberg bitten, den hl. Vater zu benachrichtigen, dass die Verhandlungen katholischer Gelehrten durch eine hl. Messe und die Ablegung des Glaubensbekenntnisses eröffnet und im Geiste der Kirche beendet worden sind. Die grosse Frage über das Verhältnis der Philosophie zur kirchlichen Autorität wurde gelöst in dem Sinne einer vollkommenen Unterwerfung unter die Autorität. Der Verlauf im einzelnen nebst einer Adresse an Se. Heiligkeit wird folgen.“ Hohenlohe eilte mit dem Telegramme zum Papst, der über dasselbe in hohem Grade erfreut war, und schon abends 10 Uhr des gleichen Tages traf folgende Drahtantwort ein: „Der hl. Vater erteilt Ihnen allen seinen Segen. Es ist ihm ein lebhafter Trost, die schönen Beschlüsse zu vernehmen, welche gefasst worden sind, und er ermuntert die Versammlung, ihr wahrhaft katholisches Werk fortzusetzen. Erzbischof Hohenlohe.“ Der Plan des Abtes Haneberg schien geglückt, und da

auch die Audienz, welche „der Allerweltsvermittler Floss“ für Döllinger ohne sein Wissen bei dem Nuntius erwirkt hatte, befriedigend verlaufen war, so schien auch von dieser Seite nichts Schlimmes mehr zu erwarten zu sein. Arglos wurde daher auch das Hohenlohesche Telegramm in die Zeitungen gebracht. Das ertrug Nuntius *Gonella* nicht mehr: Sofort macht er in Rom Gegenvorstellungen und reichte sogar, wie Sentis aus Rom dem Prof. Reusch mitteilte (1864 o. D.) und Haneberg dort vernommen hat, seine Demission ein, wenn er nicht Satisfaction erhalte. Darüber wieder im Vatikan die höchste Aufregung. Der Papst wollte Hohenlohe den Auftrag zu dem Telegramm nicht gegeben haben und forderte zugleich mit Kardinal *Antonelli* von dem aus Tivoli telegraphisch Berufenen, dass er es widerrufe. Da er sich nicht dazu verstand und darauf beharrte, der Papst habe ihm wörtlich gesagt, was er telegraphiert habe, kam es zwischen ihnen zu so peinlichen Szenen, dass Hohenlohe bis ins Innerste empört war und die Erzählung dieser Vorgänge im Jahre 1870 mit den Worten einleitete: „Herr Professor! Ich brauche kein anderes Argument für mich, dass der Papst nicht unfehlbar sein kann, als das einzige, dass mir in meinem ganzen Leben kein Mensch vorgekommen ist, der es mit der Wahrheit weniger genau nahm als gerade Pius IX.“ Da also auf diesem Wege nichts zu erreichen war, Hohenlohe sich zu solchen Ränken nicht gebrauchen liess, wandte Antonelli den kurialistischen Grundsatz an, dass nichtamtliche Veröffentlichungen nicht authentisch seien, und wies den Nuntius an, demgemäss zu verfahren. Der aber schrieb, nachdem eine Unterredung des Uditore *Aloisi* mit Döllinger ergebnislos verlaufen war, an letzteren:

Monseigneur, Vous connaissez déjà, d'après ce que Mgr. l'Auditeur autorisé par moi, vous en a dit, le sens et la portée de la dépêche télégraphique qui vous a été envoyée de Rome relativement à la réunion des savants catholiques allemands; et je suis sûr que vous jugerez à propos de ne faire aucune mention de cette dépêche surtout dans le recueil des actes de la réunion qui sera bientôt publié. Mais comme peut-être d'autres personnes, — à ce qu'on me fait supposer, — pourraient inviter à l'insertion du dit télégramme dans les actes, je pense pouvoir m'adresser à vous, Monseigneur, et vous prier d'empêcher cette publication qui aurait pour conséquence né-

cessaire de me faire sortir, malgré moi, de la réserve que j'ai gardée jusqu'à présent, et déclarer publiquement, comme j'y suis autorisé, que les paroles de la dépêche ne doivent être attribuées au St. Père que pour la moindre partie. Cette considération qui sera sans doute appréciée par vous, et votre sage influence suffiront, je l'espère, à faire garder un silence tout-à-fait indispensable sur cet incident. Veuillez agréer . . .

Munich, le 10 Novembre 1863.

Döllinger, über die nachträgliche Ableugnung des Telegramms nicht wenig erstaunt, antwortete:

Excellence! La lettre, que je viens de recevoir, m'a causé une grande surprise. La communication, que Mgr. Aloisi m'a fait, ne m'avait nullement préparé à la demande que V. E. m'adresse. J'avais bien compris que d'après des renseignements venus de Rome il s'agissait de quelque inexactitude légère dans les mots, mais je n'ai pas compris et je n'ai pas entendu à Mgr. Aloisi, que S. A. le prince de Hohenlohe, qui nous a transmis la dépêche, était allé jusqu'à défigurer le sens de la réponse du Saint Père. Car alors il s'agirait d'un délit formel et très-grave, prévu par le droit canonique, et puni par les peines les plus sévères, que l'Eglise puisse infliger.

La dépêche dont il s'agit, ne m'appartient pas. C'est une réponse adressée à l'assemblée qui s'était réunie ici. Elle est publiée il y a longtemps, les journaux l'ont insérée, et tous les membres de l'assemblée la connaissent. On serait sans doute très étonné, très mécontent de la voir supprimée dans le compte-rendu. On le serait d'autant plus, que l'assemblée a donné à ses sentiments de dévouement pour le Saint-Siège une expression si formelle et si complète. Des réclamations ne manqueraient pas de nous être adressées. Que devrions-nous répondre, quelle explication devrions-nous donner d'une procédure dont personne ne pourrait deviner la cause? Devrions-nous dire et écrire: Nous avons été informés de la part de la Nonciature, qu'un Prélat occupant depuis longtemps un poste de haute confiance auprès du Saint Père, sortant tout-frais d'une audience du Saint Père, a changé le sens et la portée des paroles qu'il venait d'entendre d'une bouche auguste, et a envoyé une dépêche falsifiée? — Je suis persuadé qu'en Allemagne on n'ajouterait pas foi à nos paroles; qu'on nous re-

garderait comme des hommes qui voudraient noircir le caractère d'un prince généralement respecté.

Cependant, pénétré du devoir d'agir conformément à la volonté de Votre Excellence, autant que ma conscience me le permet, voici l'expédient dont je me suis avisé. J'ai envoyé une nouvelle rédaction du passage en question à l'imprimeur. Dans ce morceau je substitue à la dépêche, dont l'original français devait être inséré, une sorte de narration historique, dans laquelle je parle d'une manière vague de la dépêche, en disant, que par l'entremise du prince de Hohenlohe une réponse nous était parvenu, d'après laquelle le Saint Père donnait sa bénédiction à l'assemblée et en était content etc. De cette sorte l'inexactitude dans les paroles, s'il y en a, disparaît, et il ne reste plus que le sens général de la dépêche, dont la vérité a été admise par Mgr. Aloisi lui-même.

Quant à la déclaration publique dont V. E. parle, je suppose qu'en conséquence de la tournure que j'ai donné à notre rapport, V. E. ne jugera plus nécessaire de la faire. Mais si je me trompe dans cette supposition, la déclaration serait sans doute regardée par tout le monde comme une accusation dirigée, non contre les humbles éditeurs du compte-rendu, mais contre le prince de Hohenlohe, qui sans doute sait parfaitement bien ce qu'il aura à faire. Non nostrum est tantas componere lites. Le premier effet, que cette déclaration publique produira, sera que la légion des journaux allemands s'en emparera comme d'une pâture qu'on leur jette, et l'exploitera à son aise. Ceux qui connaissent les journaux allemands pourront dire à V. E., dans quel sens cela se fera, et quelles conclusions on saura tirer d'une telle déclaration.

Die Abschrift, welche kein Datum und keine Schlussformel hat, trägt von Döllingers Hand die Bemerkung: „Auf diesen Brief erfolgte keine Antwort mehr, und die Drohung wurde nicht vollzogen.“ Dennoch muss man heute sagen, es wäre klüger gewesen, die Akten der Versammlung überhaupt nicht zu veröffentlichen. Denn schon am 31. Oktober schrieb Döllinger selbst an Jörg: „Bezüglich der Nachklänge der Versammlung wäre allerlei zu erzählen... Dass der Artikel aus Bonn in der „Allg. Zeitung“, den ich Floss in die Feder diktirte, die mühsam hergestellte Eintracht vor neuem Bruch bewahren sollte, haben Sie wohl gleich gesehen. Der Verfasser

des (vorausgegangenen) Artikels in der „Allg. Zeitung“ war offenbar Frohschammer, ein Mann, der Unheil aller Art zu stiften fortfährt. Erst in den letzten Wochen sind drei tüchtige junge Pfälzer (darunter ein hiesiger Preisträger [der Veröffentlichung der Index-Broschüre]) seinetwegen vom geistlichen Stande zurückgetreten¹⁾... Hätten wir doch nur einen anderen Oberhirten. Aber so hat nichts, was dieser Prälat sagen oder thun mag, auch nur das allergeringste Gewicht, und wird immer angenommen, dass er eigentlich eine eigene Meinung gar nicht habe.“ Und das erneute Eingreifen des Nuntius in die Angelegenheit war nur der Beginn jahrelang sich hinziehender Massregeln und Erbitterungen, deren Zweck kein anderer war, als Döllinger vollends zu vernichten.

Dass durch solche Vorkommnisse die schon länger vorhandene Verstimmung Döllingers sich steigern und auch den Mitgliedern der Münchener theologischen Fakultät öfter fühlbar machen musste, ist psychologisch begreiflich. Ja, andere Männer in gleicher Lage würden vielleicht zu dem Entschlusse gekommen sein, sich in volle Unthätigkeit zurückzuziehen, dem aber die ganze Natur und Lebensgewohnheit Döllingers widerstrebt. Er gab nur den Plan auf, die dem Herderschen Verlag versprochene *Darstellung der katholischen Religionslehre* auszuführen (Moy 1864, März 4.), fasste, da er von der *Historischen Kommission* in ihrer Herbstversammlung zu ihrem ordentlichen Mitglied gewählt worden war, hinsichtlich des „*Plutarchus*“²⁾ einen neuen Entschluss, von dessen Ausführung später die Rede sein wird, und vertiefte sich in neue Studien.

Wie seine Notizbücher aus dieser Zeit zeigen, hatte er bereits die umfassendsten Studien über die Papstgeschichte gemacht, war er den Quellen und der Litteratur derselben und der einzelnen Pontifikate, auch den unzähligen Fälschungen nachgegangen, so dass die Papstgeschichte, welche er zu

¹⁾ Die Broschüre hatte einen Vortrag Döllingers in seinem Conversatorium zur Grundlage und war unmittelbar vor der Gelehrtenversammlung auf Frohschammers Anregung veröffentlicht worden.

²⁾ Das Projekt eines «Plutarchus» oder einer deutschen Geschichte in Biographien war von Döllinger dem Buchhändler Herder in Freiburg empfohlen worden. Da es nicht vorwärts ging, regte es Döllinger in der Historischen Kommission an, die ihm den Titel «Allgemeine deutsche Biographie» gab, ein Nationalwerk, das im letzten Jahr vollendet wurde.

schreiben vorhatte, nicht nur ein ganz neues Bild, sondern eine förmliche Revolution bedeutet hätte. Nunmehr wandte er dem grossen Papstfabelbuch *Pseudo-Isidor*, das eben Hinschius herausgegeben hatte, seine besondere Aufmerksamkeit zu. Einst, in seiner Kirchengeschichte, hatte er, wie die Kanonisten Walter, Phillips, Schulte, Pachmann, gelehrt, „dass der Verfasser nur die damals schon vorhandenen Verfassungszustände durch seine Dichtung gleichsam habe kodifizieren und ihnen eine geschriebene Unterlage geben wollen, und dass auch ohne seinen Betrug die Entwicklung der kirchlichen Verfassungszustände denselben Gang genommen haben würde“. Jetzt, wo er das zweite Mal und an der Hand der neuen Ausgabe eindringlicher sich mit dem Werke befasste, erkannte er, dass ihn einst nur „eine ganz unzureichende Kenntniss der Dekretalen“ so habe sprechen lassen, und dass im Gegenteil durch *Pseudo-Isidor*, „wenn auch langsam, allmählich eine vollständige Umwandlung der kirchlichen Verfassung und Verwaltung herbeigeführt“ worden sei. Aber seine Art zu forschen liess ihn nicht bei der einfachen Konstatierung dieser Thatsache stehen bleiben, er musste den Gebrauch und Einfluss *Pseudo-Isidors* durch das ganze Mittelalter bis in die Neuzeit verfolgen. Da stellte sich aber das noch unerfreulichere Resultat heraus, dass *Pseudo-Isidor* nicht bloss eine Hauptquelle des Gratianischen Dekrets, der Gregorianer und des kanonischen Rechts überhaupt ist, sondern auch in die theologische Doktrin übergang, auf dem Konzil von Florenz den Griechen entgegengehalten und schliesslich von Bellarmin auch der Theologie der Neuzeit vermittelt wurde. Ja dieser und Baronius waren noch weiter gegangen und hatten ihn sogar in das römische Brevier eingeführt, obwohl zu ihrer Zeit die Unechtheit desselben bereits nachgewiesen war.

Eine andere Folge dieser Studien war die Einsicht, dass *Pseudo-Isidor* konsequent zu der *päpstlichen Unfehlbarkeit* führe. Da diese aber als nächstens auszusprechender Glaubenssatz betrachtet wurde, so wollte er auch in dieser Richtung klarer als früher sehen und trug dem Verfasser auf, zusammenzustellen, was die mittelalterlichen Theologen über ein Lehramt des Papstes lehren. Das Ergebnis war ein negatives bis auf Thomas von Aquin, mit dem eine neue Wendung in der Doktrin beginnt. Es fragte sich aber dann, welche Veranlassung musste Thomas haben, eine neue, von den früheren

Scholastikern abweichende Lehrweise zu beginnen und die Lehre vom Papst und seiner Unfehlbarkeit in die Dogmatik einzuführen? Zwar, dass Thomas unechte Stellen benutzt hatte, wusste man längst, und auch an Versuchen, ihn zu rechtfertigen, fehlte es nicht, aber in Dunkel gehüllt war, wie er dazu kam, sie in seine Schriften aufzunehmen. Das Rätsel schien Echard in den *Scriptores Ordinis Prædicatorum* durch die Beschreibung des nicht veröffentlichten *Thesaurus veritatis fidei* eines Dominikaners Bonacursius nach zwei Pariser Handschriften zu bieten. Den Traktat musste Döllinger haben, und nachdem er sich Abschriften desselben nach beiden Handschriften verschafft hatte, ergab die Prüfung, dass sich dem Pseudo-Isidor zur Zeit des Thomas ein *Pseudo-Cyrillus*, „eine erdichtete Traditionskette von griechischen Konzilien und Kirchenvätern, des Chrysostomus, der beiden Cyrille, von Jerusalem und Alexandrien, und eines angeblichen Maximus“, anschloss, der, von einem Dominikaner erdichtet, dem P. Urban IV. (1261 bis 1264) in die Hand gespielt und von ihm dem Thomas von Aquin übergeben worden war. „Auf Grundlage von Erdichtungen eines Ordensgenossen also, unter welchen sich auch noch ein Kanon der Chalcedonischen Synode befand, der allen Bischöfen ein unbeschränktes Recht der Appellation an den Papst gewährte, und dann aus den Fälschungen bei Gratian hat Thomas sein Papalsystem, mit den beiden Hauptsätzen, dass der Papst erster unfehlbarer Lehrer der Welt und dass er absoluter Beherrscher der Kirche sei, aufgebaut!“ Die Entdeckung wirkte auf Döllinger überwältigend. Immer wieder kam er in jenen Jahren auf Pseudo-Cyrillus zurück, der gedruckt werden sollte; es wird aber auch begreiflich, warum er, als Manz damals ihm von einer Neuauflage und Vollendung seiner Kirchengeschichte sprach, zu dem Verfasser äusserte: Das ist keine Aufgabe mehr für mich; von meiner früheren Kirchengeschichte könnte keine Zeile mehr stehen bleiben. Es war eben seine ganze kirchengeschichtliche Anschauung eine andere, neue geworden; es stand der „Janus“ von 1869 bereits damals vor seinem Geiste fertig da.

Unterdessen hörte natürlich die Aufregung, welche die Gelehrtenversammlung verursacht hatte, nicht auf. Am 12. Oktober meldete die „Allg. Zeitung“, dass Rom die höchste Missbilligung dem mit der Einberufung der Versammlung sich be-

fassenden Komitee habe ausdrücken lassen, was wahrscheinlich eine Erfindung oder Verwechslung mit dem Streite über das Hohenlohesche Telegramm war. Die Tübinger rieben sich schadenfroh die Hände und wiesen in der Doppelnummer 45 und 46 des „Katholischen Kirchenblatts für die Diocese Rottenburg“ nach, wie klug sie daran gethan, sich nicht an der Versammlung beteiligt und „abgewartet zu haben, wie die Dinge in Wirklichkeit sich gestalten würden“: Die Eintracht sei nicht hergestellt und die katholische Wissenschaft habe durch die behandelten Thesen keine Bereicherung erfahren. Auch waren sie darüber verschnupft, dass man über eine Neuauflage des Kirchenlexikons, welche sie als ihre Sache betrachteten, verhandelt hatte, und schrieben „nicht sehr lange nach der Versammlung“ an den Verleger desselben: „Die Kirchenlexikon-Angelegenheit sei in München in einer Weise betrieben worden, dass von Tübingen keine Rede mehr sein könne; nachdem das Kind an der Münchener Versammlung eine so vornehme Mutter bekommen, möchte er jetzt in Tübingen eine Amme dafür suchen, zu Ammendiensten aber gebe man sich nicht her“ (1864, Mai 28.). Doch war, wie es in München hiess, der eigentliche Grund der, dass sie mit den Mainzern und Jesuitenschülern nicht zusammenarbeiten wollten.

Weit schmerzlicher berührte es Döllinger, dass, nachdem schon Phillips auf der Versammlung sich auf Seite der Demonstranten gegen seine Rede gestellt, auch Jörg sich zu ihnen schlug; denn nur das war der Grund von der in seinen „Erinnerungen“ konstatierten Erscheinung, dass „seit dem Ende des Jahres 1863 ein Stillstand in seiner Korrespondenz mit Döllinger eintrat“. Bereits in ihrem Artikel im „Rottenburger Kirchenblatt“ hatten die Tübinger zur Begründung ihrer Haltung gesagt: „Auf die Fortschritte, die das Streben nach Versöhnung und Vereinigung auf der Versammlung überhaupt gemacht hat, wirft ein sehr eigentümliches Licht die allerneueste Auslassung des Herrn Jörg und seines „verehrten Freundes“ (von Andlaw), des Verfassers der beklagenswerten Artikel in den historisch-politischen Blättern, eine Auslassung, die sich würdig an die frühere reiht, und die sich wie ein Protest gegen den „unechten“ Unionsversuch von München ausnimmt.“ Unmittelbar darauf liess Jörg den Konvertiten Schätzler wiederholt über Kuhn herfallen, wie Hagemann in

Hildesheim „nicht zweifelte, mit bewusster Beziehung gerade auf die Gelehrtenversammlung“, und „damit eine Polemik verbinden gegen einen von Döllinger in seiner Rede ausgesprochenen und schon damals von den Mainzern perhorreszierten Gedanken“ (1863, Dezember 23.). *Kuhn* selbst aber klagte Döllinger: „Ich habe von der Münchener Gelehrtenversammlung wenigstens das erwartet, dass man sich gegen die Angriffsweise und Kampfesart der oft gedachten Artikel ausgesprochen hätte. Ich bin überzeugt, dass sie den meisten der damals versammelten Männer anstössig und verwerflich erscheint, aber es gehört zu den Zeichen der Zeit, dass fast allen der Mut gebricht, es offen zu sagen. Ich will es ihnen nicht verargen. Aber was mich betrifft, so halte ich das Wort des hl. Ambrosius hoch: non est sacerdotale, quod sentias non dicere... Jörg scheint mir in dieser Sache nur das gefügte Werkzeug einer hinter ihm stehenden kleinen? jedenfalls mächtigen Partei zu sein, die mich allererst in der öffentlichen Meinung der vorzugsweisen Katholiken Deutschlands möglichst zu diskreditieren sucht, um schliesslich einen Schlag von Rom zu provozieren. Dass man in Rom den Kampf gegen mich, wenn auch nicht gerade die Kampfweise billigt, glaube ich zu wissen. Gewiss ist es nicht meine Äusserung über das Universitätsprojekt allein, wodurch der Hass der Curialisten gegen mich heraufbeschworen worden, es ist vielmehr meine ganze Theologie der Stein des Anstosses. Man findet es unerträglich, dass so ein Professor, der nicht in Rom gewesen und im Germanikum seine Dogmatik studiert hat, etwas anderes und besseres, als dort gelehrt wird, aufstellen und der Repristination der Theologie der Nachscholastik sich entgegenstemmen will. Sie haben die unvergleichlichen Theologen genannt, bei deren Weisheit wir acquiescieren sollen... Als Verfasser der famosen Artikel in den Schwefelgelben wurde auch hier schon ziemlich frühe der Frhr. v. Schüzler, ... gegenwärtig Privatdocent in Freiburg, genannt; nur wollten wir der Vermutung nicht glauben, indem Prof. Hefele erklärte, es sei moralisch unmöglich, dass dieser sie geschrieben habe. Hefele war nämlich über Pfingsten, zu derselben Zeit also, wo er die ersten Artikel ausgearbeitet haben muss, in Freiburg und vernahm von ihm solche Äusserungen der Verehrung gegen mich, dass er der grösste Heuchler sein müsste, wenn er gleichzeitig mit jenen

Artikeln gegen mich schwanger ging. Und doch ist es so; alles weist auf ihn als den Verfasser derselben, und wir alle sind jetzt davon überzeugt, wie man es, Ihren freundschaftlichen Mitteilungen zufolge, auch mehrseitig in München ist... Der Herr von Andlaw hat sich ihm würdig beigesellt, und wir haben jetzt in Wahrheit ein nobile par fratrum. Ihr Eifer ist gross und glühend, aber die Flamme steigt mit viel Rauch und Qualm empor. Sie setzen ganz richtig voraus, dass ich dem Herrn von Andlaw durch Schweigen antworten werde. Der Mann will sich ja doch nur wichtig machen, und warum sollte ich dem aufgeblasenen Badenser noch Gelegenheit geben, sich mehr aufzublähen“ (1864, Januar 3.). Immerhin wollte Döllinger noch nicht glauben, dass Jörg selbst sich direkt an der Polemik seiner Blätter gegen Kuhn beteilige, und nahm ihn dagegen in Schutz. Allein hierin fand er Kuhns Zustimmung nicht: „Die Kritik, die er wollte, ist eine viel tiefer greifende als die, welche ihm Herr von Andlaw bieten konnte, und muss doch zugleich auch als ab irato geschrieben angesehen werden. Herr Jörg wollte mich als Theologen an den Pranger stellen, was Herr von Andlaw nicht leisten konnte. Wäre er nicht dieses Willens gewesen, so hätte er nach meiner Gegenschrift abbrechen oder einlenken müssen. Seine ausführliche Erklärung im 1. Heft dieses Jahrgangs lässt keinen Zweifel darüber... Noch muss ich bemerken, dass die Nachricht, der Kampf gegen mich werde von Rom aus aufgemuntert, eine unmittelbare und ganz zuverlässige ist“ (1864, März 23.).

Da mittlerweile, Ende November und Anfang Dezember, die gedruckten „Verhandlungen“ der Gelehrtenversammlung zugleich mit der Rede Döllingers versandt wurden, kam es auch zu einem recht peinlichen Briefwechsel zwischen Moy und Döllinger, wovon jedoch nur die Briefe des ersteren zur Verfügung stehen. Man kann aber auch aus ihnen die Verteidigung Döllingers erfahren. Moy, der auch „die Freudigkeit der Hoffnung“ nicht verstand, „mit der Döllinger die Zeit, überhaupt den „siècle“, anzusehen schien“ (April 4.), schrieb: „Aber darf ich mich erkühnen, Dir eine Bemerkung zu machen? Ich finde — aber werde ja nicht böse — ich finde, dass Du mehr und mehr in eine auffallende Einseitigkeit gerätst; in eine Einseitigkeit, die Deinen Ruf als Historiker gefährdet. Du gehst darauf aus, den Deutschen auf Kosten der romani-

schen Völker, namentlich und insbesondere aber der Italiener, das Scepter der Theologie in der Neuzeit zu vindizieren. Wenn man Dich hört — und Du berufest Dich auf Cantù — so haben die Italiener mit Ausnahme Giobertis, Rosminis, Venturas und Passaglias, seit hundert Jahren nicht einen namhaften Theologen aufzuweisen. Aber Perrone, Liguori, Scavini, sind das keine Theologen von erster Bedeutung?“ (1863, Dezember 8.). Gewohnt, mit Moy entschiedener zu reden, entgegnete Döllinger: „Perrone und Liguori dürfe man vor Theologen nicht nennen, ohne ausgelacht zu werden; über Rosmini, Gioberti, Ventura finde er es nicht der Mühe wert zu streiten, jedenfalls hätte Gioberti ein ausgezeichnete Theologe werden können“; er „habe sich in Italien gelangweilt, vereinsamt gefühlt und keinen Theologen gefunden, der eine Erörterung mit ihm hätte bestehen können“ (Dezember 15.), obwohl er „gleichsam mit der Laterne des Diogenes einen wirklichen Theologen in Italien gesucht habe, ohne einen zu finden“; Moy „würde *jetzt* wohl auch in seiner vor 25 Jahren geschriebenen Kirchengeschichte Spuren des Unmuts finden, weil er darin auch oft eine Katze eine Katze genannt habe“ (Dezember 20.).

Es fiel nur „das hartnäckige Schweigen des „Katholik“, des „Mainzer Journals“ und aller officiösen Kirchenblätter“ auf (Reusch 1864, Januar 22.). Auch von Rom, wo schon die Versammlung an sich sehr böses Blut gemacht hatte, über die Rede Döllingers aber (nach Sentis) alle „Einfluss habenden Potenzen, die italienischen Gelehrten, die Dominikaner, Jesuiten etc.“ empört waren, verlautete nichts, obwohl man wusste, dass vom Nuntius und vom Münchener Erzbischof Berichte über die Versammlung dahin abgegangen waren. Es war die Stille vor dem Sturme. Das erste Zeichen, dass er losbreche, war ein Artikel des später selbst mit seiner Gesellschaft zerfallenen Hauptredacteurs der *Civiltà cattolica*, P. Curci: „Die Versammlung katholischer Gelehrter in München und die katholische Wissenschaft“ im Februarheft seiner Zeitschrift, nach Alzogs Kirchengeschichte „eine gehässige Darstellung“, in welcher sogar Hülskamps „Handweiser“ „ätzende Stellen“ und „verleumderische Angaben“ fand, wie z. B. dass die erwähnte Index-Broschüre unter die Mitglieder der Versammlung verteilt worden sei. Curci macht nun allerdings vor den „ausgezeichneten Verdiensten“ und der „Makellosig-

keit der Orthodoxie“ Döllingers eine tiefe Verbeugung, aber von der Geschichte der theologischen Wissenschaft, sagt er, verstehe Döllinger nichts; er bringe kaum ein Urteil über Personen und Sachen vor, das nicht von inkorrekten Ansichten beeinflusst wäre. Es gelinge ihm nicht einmal, „genau zu bestimmen, was Theologie, und infolgedessen, was die Theologen in der Kirche sind“, „weshalb man sich danach nicht mehr wundern dürfe, wenn er die Theologie als eine der drei Säulen betrachte, auf denen die Kirche ruht“. Die Theologie der Kirche sei nur die scholastische. „Indem wir es für jetzt Döllingers Klugheit überlassen, den wissenschaftlichen Primat der Deutschen mehr oder weniger der Welt bekannt zu machen, bemerken wir nur, dass uns deren Anlage, die Sprachen fremder Nationen sich anzueignen, diesen Beruf nicht genug zu dokumentieren scheint; es hätte gewiss weit mehr zu bedeuten, wenn man umgekehrt bei den andern Völkern eine besondere Anlage und Neigung, die deutsche Sprache zu erlernen, voraussetzen dürfte. Dann stünde es aber ausser allem Zweifel, dass dieser Primat von Rechts wegen nicht den Deutschen, sondern den Franzosen zukäme. Übrigens könnten wir noch verlangen, dass unsere künftigen Lehrmeister, um sich den anderen Völkern, ihren Schülern, verständlicher zu machen, sich ein wenig dazu bequemten, auch in ihrer Sprache nach unserer Art zu denken und zu reden. Wenn sie aber fortfahren, in einer Art zu denken, die wie ihr Himmel nicht immer ganz klar ist, und mit der innern Schwierigkeit ihrer Sprache, die in mancher Hinsicht sehr schätzenswert ist, noch einen Wust leerer Worte und willkürlicher Zusammenstellungen zu verbinden, gleichsam um dadurch absichtlich die Gedanken, die an und für sich sehr einfach sind, in geheimnisvolles Dunkel einzuhüllen — eine Liebhaberei neueren Ursprungs und von ihren klassischen Meistern nicht erreicht; wenn sie, sage ich, so fortfahren, so können sie ganz versichert sein, dass jenes allgemeine deutsche Lehrmeistertum niemals zu stande kommt und kaum etwas anderes davon übrig bleiben wird als das Verdienst besonderer Bescheidenheit dessen, der einen solchen Anspruch zuerst erhoben und ein solches Prognostikon gestellt hat.“ Doch zur vollen Kennzeichnung des Artikels genügt die Anführung der weiteren Stelle: „Wir wollen (den Deutschen) jene hohe Auszeichnung in der Geschichte zugeben, und weil

man es einmal so will, auch in der Linguistik, Patristik, biblischen Exegese u. s. w., und fragen, ob man dann schon die Elemente hat, welche zu einer spekulativen Theologie notwendig sind, die würdig an die Stelle der Scholastik gesetzt werden könnte? Wir glauben nicht. Alle diese Kenntnisse, welche man mit Recht Hilfswissenschaften der Theologie nennt, sind wohl eine sehr edle Zier und oft auch ein notwendiges Hilfsmittel der Theologie, aber mit der Theologie in ihrer eigentümlichen Bedeutung einer spekulativen Wissenschaft, von der wir handeln, haben sie nichts zu thun. Ja, während man, wie wir oben schon angedeutet haben, letztere ohne Gefahr, auch wenn man in jenen wenig oder gar nicht beschlagen ist, in den Schulen studieren und privatim für sich pflegen kann, sind hingegen jene Kenntnisse, wenn sie nicht von dieser spekulativen Wissenschaft geleitet und beleuchtet werden, abgesehen von der grossen Gefahr des Irrtums, der sie die Studierenden aussetzen, nicht hinreichend, jemand zu einem eigentlichen Theologen zu machen. Man mag durch sie ein Gelehrter, ein Gebildeter, ein Philolog, selbst ein ausgezeichnete Historiker werden, aber ein Theolog im eigentlichen Sinne des Wortes werden sie nicht.“ Dazu gehöre „eine solide und vollständige Philosophie“. Wenn die Deutschen sie hätten, so könnten sie die von Döllinger beanspruchte Stellung einnehmen; sie hätten sie aber nicht, obwohl es Döllinger behauptete.

Doch, wie gesagt, Curcis Schrift war nur das Präambulum. Wenige Tage nachher traf in München ein vom 21. Dezember 1863 datiertes päpstliches Schreiben in mehreren gedruckten Exemplaren ein, welches sich ausführlich über die Gelehrtenversammlung aussprach. Der Papst findet es sehr anstössig, dass einige deutsche Professoren es sich herausgenommen, „bloss mit ihrem Privatnamen“ ihre Kollegen in Deutschland zu einer Besprechung einzuladen, ohne dazu „einen Impuls, eine Autorität und Mission der kirchlichen Gewalt“ erhalten zu haben. Das habe ihn, wie er nicht verbergen wolle, in nicht geringe Angst versetzt, da er befürchtete, es könnte sich eine solche Gelehrtenversammlung allmählich Eingriffe in die kirchliche Regierung und das oberste, dem Papst und den Bischöfen zustehende Lehramt erlauben; er habe ferner befürchtet, dass auf der Versammlung Meinungen gegen die Reinheit des katholischen Glaubens (also Ketzereien) vorgebracht und ange-

nommen werden würden, da erst kürzlich die Schriften einiger deutschen Schriftsteller hätten verboten werden müssen. In Deutschland habe eine falsche Meinung überhand genommen gegen die alte Schule und die Lehre einiger von der Kirche als weise und heilig verehrten Doktoren. „Durch die falsche Meinung werde aber die Autorität der Kirche beeinträchtigt, insoferne die Kirche selbst nicht nur gestattete, dass die theologische Wissenschaft nach der Methode und den durch den Konsens aller katholischen Schulen sanierten Prinzipien dieser Doktoren ausgebildet werde, sondern sogar deren theologische Doktrin sehr oft mit den höchsten Lobeserhebungen pries und gleichsam als die stärkste Feste des Glaubens und als schreckbare Waffen gegen ihre Feinde nachdrücklich empfahl.“ Er habe indessen auf die Nachricht, dass der Erzbischof von München die Bitten der Veranstalter der Versammlung gewährt, die Erlaubnis zu ihrer Abhaltung gegeben und sie feierlich eröffnet habe, dass ferner die Verhandlungen gemäss der Doktrin der katholischen Kirche gepflogen worden seien, ohne Zögern den Mitgliedern der Versammlung auf ihre demütige Bitte seinen Segen erteilt. Trotzdem habe er „mit der grössten Besorgnis“ ein eingehenderes Referat von dem hochw. Herrn Erzbischof erwartet. Nachdem es eingetroffen, gebe er sich der Hoffnung hin, dass die Versammlung zum Nutzen der katholischen Kirche in Deutschland ausschlagen werde, da ihre Mitglieder die Wahrheit kennen und bekennen, welche die wahrhaft katholischen Männer stets zur Ausbildung und Entfaltung der Wissenschaft festgehalten haben. Somit hoffe er auch, dass sie jene falsche Philosophie verwerfen, welche die göttliche Offenbarung als ein historisches Faktum hinnimmt und ihre Wahrheiten der Erforschung der menschlichen Vernunft unterstellt (Frohschammer). Er lobe daher diese Männer, weil sie, wie er glaube, jene falsche Unterscheidung zwischen Philosophen und Philosophie verworfen haben und wissen und bekennen, dass sie in ihren gelehrten Arbeiten den dogmatischen Dekreten der unfehlbaren katholischen Kirche gehorchen. Er wolle darum auch überzeugt sein, sie wollten jene Verbindlichkeit nicht bloss auf die ausdrücklichen Dogmen beschränkt haben, da eine solche Unterwerfung nicht nur gegenüber den Dekreten der allgemeinen Konzilien oder der römischen Päpste und des apostolischen Stuhles bestehe, sondern auch gegenüber allem dem,

was von dem über den ganzen Erdkreis verbreiteten Magisterium der ganzen Kirche als göttlich geoffenbarte Wahrheit überliefert werde. Jene Männer müssen daher auch anerkennen, dass sie sich sowohl den Dezisionen unterwerfen müssen, welche in Bezug auf Doktrin die päpstlichen Kongregationen geben, als auch jenen Lehrkapiteln, welche durch den gemeinsamen und konstanten Konsens der Katholiken festgehalten werden, als so festen theologischen Wahrheiten und Konklusionen, dass ihnen entgegengesetzte Lehren, wenn zwar nicht häretisch genannt werden können, doch eine andere theologische Censur verdienen. Er glaube darum nicht, dass die Versammlung seiner neulich (gegen Frohschammer) auseinandergesetzten Doktrin entgetreten wolle. In diesem Vertrauen werde er durch das vom Erzbischof von München übersandte Schreiben bestärkt, aus dem hervorgehe, dass die Veranstalter der Versammlung nie im Sinne gehabt hätten, sich auch nur die geringste kirchliche Autorität anzumassen, sondern dass sie die Versammlung vor ihrem Auseinandergehen die tiefste Unterwerfung gegen ihn, den Papst, und den apostolischen Stuhl aussprechen liessen. Er gebe sich daher auch der weiteren Hoffnung hin, dass sie zugleich anerkennen, sie müssten nicht nur die stets von der Kirche bewahrten Regeln befolgen, sondern auch allen Dekreten, welche unter seiner Autorität über Lehrpunkte ausgehen, gehorchen. Über die Opportunität weiterer derartiger Versammlungen werde er sich auf Grund der Gutachten der deutschen Bischöfe die Entscheidung vorbehalten. Er trage ihnen aber sofort die grösste Wachsamkeit auf die Reinheit der Lehre auf, damit nicht die Lehre jener Männer sich verbreite, welche „unverschämter Weise eine falsche Freiheit der Wissenschaft und nicht nur einen wahren Fortschritt, sondern auch die Irrtümer als Fortschritt ausgeben“. Auch möge der Erzbischof mit gleichem Eifer darüber wachen, dass die Männer der Wissenschaft die wahren und soliden Fortschritte der Wissenschaft, wie sie in den katholischen Schulen gemacht wurden, in höchsten Ehren halten und die theologischen Disciplinen nach den Prinzipien und konstanten Doktrinen ausbilden, auf welche sich die weisesten Doktoren stützten und wodurch sie sich Unsterblichkeit des Namens, der Kirche und Wissenschaft den grössten Nutzen und Glanz verschafften.

Das päpstliche Schreiben, welches sichtlich aus zwei

Quellen, aus den Berichten des Nuntius und des Erzbischofs von München, zusammengesetzt ist und grosses Misstrauen gegen die deutschen Theologen unverhohlen ausspricht, schmerzte Döllinger, wie er an Moy schrieb, tief. Dennoch war er weit entfernt, zunächst irgend etwas gegen dasselbe zu thun. Ja, in der Hoffnung, es sogar zu gunsten der deutschen katholischen Schule wenden zu können, fügte er zu einem Artikel des Verfassers, welcher das Schreiben ohne Kritik für die Öffentlichkeit analysieren sollte, die Worte: „Übrigens scheint das Misstrauen gegen die deutsche Theologie, an deren Verdächtigung in Rom offenbar stark gearbeitet wird, sich doch gegen den Schluss des päpstlichen Schreibens zu mildern und sogar in das Gegenteil umzuschlagen. Der Papst ermahnt, die deutschen Gelehrten möchten die wahren und gründlichen Fortschritte, welche in den katholischen Schulen gemacht worden seien, in höchsten Ehren halten. Da zu den katholischen Schulen ohne allen Zweifel auch die in Deutschland bestehenden gehören, da ferner jeder Kundige weiss, wo Leben und Fortschritt, und wo Stillstand und Erstarrung sich findet, so liegt in diesen Worten doch ein versöhnender Schluss. Zum Überfluss sind auch eben jetzt die merkwürdigen Briefe des Professors *Flir* erschienen. In diesen Briefen, welche die strengste katholische Gesinnung und unbedingte Verehrung und Ergebenheit gegen den Papst atmen, berichtet der treffliche Kenner römischer Zustände S. 15: Von dem, was man in Deutschland Wissenschaft nenne, habe man in Rom keinen Begriff — Rom müsse sich an Deutschland erfrischen u. s. w. Er hatte übrigens auch nicht die Zeit, sich eingehender mit der Angelegenheit zu beschäftigen, da der Tod König Maximilians II. ihn zu anderen Arbeiten berief.

J. FRIEDRICH.
